

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2007 — 1910

[2007/201295]

25 AVRIL 2007. — Loi instaurant un Comité parlementaire chargé du suivi législatif (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Du Comité parlementaire chargé du suivi législatif*

Section I^{re}. — De la composition

Art. 2. Il est institué, au sein des Chambres législatives fédérales, un Comité parlementaire chargé du suivi législatif, ci-après dénommé le Comité.

Le Comité est composé de :

1° onze membres de la Chambre des représentants, désignés par celle-ci à la représentation proportionnelle de ses groupes politiques;

2° onze sénateurs, désignés par le Sénat à la représentation proportionnelle de ses groupes politiques. La moitié d'entre eux au moins est désignée parmi les sénateurs communautaires.

Le Comité compte autant de membres suppléants que de membres effectifs.

Section II. — Des compétences

Sous-section I^{re}. — Des requêtes et de leur traitement

Art. 3. Le Comité connaît des requêtes qui lui sont adressées dénonçant :

1° des difficultés d'application des lois en vigueur depuis au moins trois ans liées à la complexité des textes, à leurs lacunes, à leurs incohérences ou erreurs, à leur manque de précision et à l'interprétation multiple qui en découle ou à leur caractère désuet ou contradictoire;

2° l'inadéquation des lois en vigueur depuis au moins trois ans aux situations qu'elles régissent.

Les requêtes émanant des services visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1°, peuvent dénoncer des difficultés auxquelles ces autorités ont à faire face dans l'application des dispositions légales qui leur sont directement destinées.

Art. 4. Sont habilités à saisir le Comité d'une requête visée à l'article 3, les personnes et les services suivants :

1° tout service administratif chargé d'appliquer la loi ou toute autorité publique chargée de contrôler l'application de la loi;

2° toute personne physique et toute personne morale de droit public ou de droit privé;

3° les membres de la Chambre des représentants et les sénateurs.

Ces requêtes sont signées par le requérant. Pour ce qui concerne les services ou autorités visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, elles sont signées par le responsable du service ou de l'autorité concernée.

Art. 5. Les requêtes doivent être écrites, précises, concises et conformes à la définition visée à l'article 3.

A peine d'irrecevabilité, la requête mentionne :

1° les jour, mois et année;

2° les nom, prénom, profession et domicile du requérant;

3° l'indication précise des textes légaux mis en cause;

4° la détermination précise des griefs invoqués;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2007 — 1910

[2007/201295]

25 APRIL 2007. — Wet tot oprichting van een Parlementair Comité belast met de wetsevaluatie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Het Parlementair Comité belast met de wetsevaluatie*

Afdeling I. — Samenstelling

Art. 2. Binnen de federale Wetgevende Kamers wordt een Parlementair Comité belast met de wetsevaluatie opgericht, hierna het Comité genoemd.

Het Comité bestaat uit :

1° elf volksvertegenwoordigers, aangewezen door de Kamer van volksvertegenwoordigers overeenkomstig de evenredige vertegenwoordiging van haar fracties;

2° elf senatoren, aangewezen door de Senaat overeenkomstig de evenredige vertegenwoordiging van zijn fracties. Minstens de helft van hen wordt gekozen uit de gemeenschapssenatoren.

Het Comité telt evenveel plaatsvervangers als leden.

Afdeling II. — Bevoegdheden

Onderafdeling I. — De verzoekschriften en de behandeling ervan

Art. 3. Het Comité neemt kennis van de eraan gerichte verzoekschriften die melding maken van :

1° de moeilijkheden die rijzen bij de toepassing van de sinds ten minste drie jaar van kracht zijnde wetten en die verband houden met de ingewikkeldheid van de teksten, met de leemten daarin, met het gebrek aan samenhang of met fouten, met het gebrek aan precisering ervan en de daaruit voortvloeiende meerduidige interpretatie, dan wel met hun verouderd of tegenstrijdig karakter;

2° de onaangepastheid van de sinds ten minste drie jaar van kracht zijnde wetten aan de situaties die ze regelen.

De verzoekschriften van de in artikel 4, eerste lid, 1°, bedoelde diensten mogen melding maken van moeilijkheden waarmee die overheden te maken hebben bij de toepassing van de wettelijke bepalingen die rechtstreeks voor hen bedoeld zijn.

Art. 4. De volgende personen en diensten mogen bij het Comité een in artikel 3 bedoeld verzoekschrift indienen :

1° elke administratieve dienst die ermee belast is de wet toe te passen of elke openbare overheid die ermee belast is toe te zien op de toepassing van de wet;

2° elke natuurlijke persoon en elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon;

3° de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de senatoren.

Die verzoekschriften zijn ondertekend door de verzoeker of, in het geval van de in het eerste lid, 1° bedoelde diensten of overheden, door de verantwoordelijke van die dienst of overheid.

Art. 5. De verzoekschriften moeten op schrift gesteld, precies en beknopt zijn en beantwoorden aan de in artikel 3 bedoelde omschrijving.

Het verzoekschrift vermeldt, op straffe van niet-ontvankelijkheid :

1° de dag, de maand en het jaar;

2° de naam, de voornaam, het beroep en de woonplaats van de verzoeker;

3° de precieze aanduiding van de betwiste wetteksten;

4° de precieze bepaling van de aangevoerde grieven;

5° l'indication du service chargé d'appliquer le texte légal mis en cause;

6° un résumé de la position du service chargé d'appliquer le texte légal mis en cause sur les griefs du requérant;

7° toute précision fixée par le règlement d'ordre intérieur du Comité.

Par dérogation à l'alinéa 2, 6°, les requêtes ne contenant pas de résumé de la position du service chargé d'appliquer le texte légal mis en cause sont recevables si le requérant démontre que ce service ne lui a pas répondu dans les trente jours suivant la date de sa première demande.

La requête doit être introduite, à peine d'irrecevabilité, sur un formulaire type dont le Comité détermine la forme dès sa mise en place.

Les requêtes sont rédigées dans l'une des trois langues nationales et expédiées par courrier postal ou électronique.

Les membres de la Chambre des représentants et les sénateurs peuvent saisir le Comité sans respecter les formalités prescrites aux alinéas précédents. Ils veillent néanmoins à déterminer par écrit et avec précision les textes légaux mis en cause ainsi que les griefs y afférents.

Art. 6. Le Comité peut écarter d'office toute requête qu'il juge irrecevable en application des articles 3 à 5.

Le Comité peut sélectionner les requêtes sur lesquelles portera son examen. Il veillera à évaluer en priorité les lois dont l'inapplicabilité perturbe gravement le bon fonctionnement de l'ordonnement juridique ainsi que les lois dont l'application engendre des charges administratives démesurées pour les citoyens ou pour les entreprises.

Le Comité informe le requérant sans délai de sa décision de traiter ou non la requête ou d'en postposer l'examen. Le refus de traiter une requête est motivé.

Art. 7. Le Comité examine, au regard des critères d'efficacité, de proportionnalité, de transparence et de cohérence, les requêtes dénonçant les difficultés d'application des lois et, le cas échéant, l'inadéquation de ces lois aux situations qu'elles régissent. Dans cette seconde hypothèse, il s'attache à vérifier si les moyens mis en œuvre permettent de produire les effets attendus et d'atteindre les objectifs assignés.

A ces fins, il peut faire appel à des experts pour préciser son analyse. Il peut également faire procéder à des enquêtes auprès des services chargés d'appliquer les textes légaux mis en cause, auprès des professions auxquelles ils s'appliquent ou auprès des personnes concernées.

Art. 8. Après son examen par le Comité, toute requête fait l'objet d'un rapport transmis à la Chambre des représentants, au Sénat ainsi qu'au ministre qui a la matière dans ses attributions.

Le cas échéant, par consensus, le Comité peut annexer au rapport toute proposition d'initiative législative.

Le requérant est informé par le Comité des suites qui ont été réservées à sa requête.

Sous-section II. — De la prise en considération de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage

Art. 9. Une fois par mois, le Comité prend en considération les arrêts de la Cour d'arbitrage qui ont une influence sur l'efficacité de l'ordonnement juridique.

Cette prise en considération fait l'objet d'un rapport auquel, le cas échéant, peut être annexée, par consensus, toute proposition d'initiative législative.

Art. 10. Le cas échéant, le rapporteur informe la Chambre des représentants, le Sénat ainsi que le ministre qui a la matière dans ses attributions de la nécessité de modifier, en tout ou en partie, la législation mise en cause par la Cour d'arbitrage.

Sous-section III. — Des rapports adressés aux Chambres législatives et de leur traitement

Art. 11. Dans le courant du mois d'octobre, le procureur général près la Cour de cassation et le Collège des procureurs généraux adressent au Comité un rapport comprenant un relevé des lois qui ont posé des difficultés d'application ou d'interprétation pour les cours et tribunaux au cours de l'année judiciaire écoulée.

5° de l'indication de la loi ou de la disposition législative dont la mise en œuvre est affectée par la décision de justice;

6° un résumé de la position du service chargé d'appliquer le texte légal mis en cause sur les griefs du requérant;

7° toute précision fixée par le règlement d'ordre intérieur du Comité.

Par dérogation à l'alinéa 2, 6°, les requêtes ne contenant pas de résumé de la position du service chargé d'appliquer le texte légal mis en cause sont recevables si le requérant démontre que ce service ne lui a pas répondu dans les trente jours suivant la date de sa première demande.

La requête doit être introduite, à peine d'irrecevabilité, sur un formulaire type dont le Comité détermine la forme dès sa mise en place.

Les requêtes sont rédigées dans l'une des trois langues nationales et expédiées par courrier postal ou électronique.

Les membres de la Chambre des représentants et les sénateurs peuvent saisir le Comité sans respecter les formalités prescrites aux alinéas précédents. Ils veillent néanmoins à déterminer par écrit et avec précision les textes légaux mis en cause ainsi que les griefs y afférents.

Art. 6. Het Comité kan ambtshalve elk verzoekschrift afwijzen dat het met toepassing van de artikelen 3 tot 5 niet-ontvankelijk acht.

Het Comité kan uitkiezen welke verzoekschriften het zal onderzoeken. Het zal erop toezien bij voorrang de wetten te evalueren waarvan de ontoepasselijkheid de behoorlijke werking van het rechtsbestel ernstig in het gedrang brengt, alsook de wetten waarvan de toepassing bovenmatige administratieve lasten teweegbrengt voor de burgers of de ondernemingen.

Het Comité stelt de verzoeker onverwijld in kennis van zijn beslissing het verzoekschrift al of niet te behandelen of het onderzoek ervan te verdagen. De weigering om een verzoekschrift te behandelen wordt met redenen omkleed.

Art. 7. Het Comité onderzoekt, in het licht van de criteria van doeltreffendheid, evenredigheid, transparantie en samenhang, de verzoekschriften die wijzen op moeilijkheden bij de toepassing van de wetten en, in voorkomend geval, de onaangepastheid van die wetten aan de situaties die ze regelen. In laatstgenoemd geval gaat het na of de middelen de gewenste uitwerking kunnen hebben en de opgelegde doelstellingen kunnen bereiken.

Het kan daarbij een beroep doen op deskundigen teneinde te komen tot een nauwkeurigere analyse. Het kan ook onderzoeken laten verrichten bij de met de toepassing van de betwiste wetteksten belaste diensten, bij de beroeps categorieën waarop zij van toepassing zijn of bij de betrokken personen.

Art. 8. Wanneer het Comité een verzoekschrift heeft onderzocht, maakt het daarover een verslag op. Dat verslag wordt bezorgd aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, aan de Senaat en aan de terzake bevoegde minister.

In voorkomend geval mag het Comité, bij consensus, bij het verslag een voorstel van wetgevend initiatief voegen.

Het Comité brengt de verzoeker op de hoogte van het gevolg dat aan zijn verzoekschrift wordt gegeven.

Onderafdeling II. — Inoverwegingneming van de rechtspraak van het Arbitragehof

Art. 9. Eenmaal per maand neemt het Comité de arresten van het Arbitragehof in overweging die een invloed hebben op de doeltreffende werking van het rechtsbestel.

Van die inoverwegingneming wordt een verslag opgesteld waarbij, in voorkomend geval, bij consensus een voorstel van wetgevend initiatief kan worden gevoegd.

Art. 10. In voorkomend geval stelt de rapporteur de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat en de terzake bevoegde minister in kennis van de door het Arbitragehof in het geding gebrachte wetgeving die geheel of gedeeltelijk moet worden gewijzigd.

Onderafdeling III. — Verslagen toegezonden aan de Wetgevende Kamers en de behandeling ervan

Art. 11. De procureur-generaal bij het Hof van Cassatie en het College van procureurs-generaal zenden aan het Comité in de loop van de maand oktober een verslag toe, dat een overzicht bevat van de wetten die voor de hoven en de rechtbanken tijdens het voorbije gerechtelijk jaar moeilijkheden bij de toepassing of de interpretatie ervan hebben opgeleverd.

Art. 12. Le Comité analyse et synthétise, dans le cadre déterminé à l'article 7, les rapports adressés par des organismes tiers aux Chambres législatives en vertu de la loi.

Art. 13. Sans préjudice de l'article 14, le Comité peut informer, par voie de rapport, la Chambre des représentants, le Sénat ainsi que le ministre qui a la matière dans ses attributions, des difficultés importantes d'application d'une loi, en vigueur depuis au moins trois ans, dénoncées par les rapports des organismes tiers visés à l'article 12. Le cas échéant, par consensus, le Comité peut annexer à son rapport toute proposition d'initiative législative.

Sous-section IV. — Du rapport annuel

Art. 14. Le président du Comité présente annuellement, dans le courant du mois de décembre, un rapport d'activités à la Chambre des représentants et au Sénat.

Section III. — Des modalités de fonctionnement

Art. 15. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est approuvé par la Chambre des représentants et le Sénat et est publié au *Moniteur belge*.

Art. 16. Le Comité peut demander aux membres du gouvernement d'assister à ses réunions et ceux-ci peuvent demander à être entendus.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Le Secrétaire d'Etat à la Simplification administrative,
V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants* :
51-29 - SE 2003 :

N° 1 : Proposition de loi de M. Bacquelaine.

51-29 - 2003/2004 :

N° 2 à 8 : Amendements.

N° 9 : Rapport.

N° 10 : Amendement.

N° 11 : Rapport.

N° 12 : Texte corrigé par la commission.

N° 13 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 22 avril 2004.

Documents du Sénat :

3-648 - 2003/2004 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

3-648 - 2005/2006 :

N° 2 : Avis du Conseil d'Etat.

3-648 - 2006/2007 :

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte corrigé par la commission.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 29 mars 2007.

Art. 12. Overeenkomstig de regels bepaald in artikel 7 analyseert het Comité de verslagen die derden-instanties op grond van de wet aan de Wetgevende Kamers toezenden, en vat ze samen.

Art. 13. Onverminderd artikel 14 mag het Comité de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat en de terzake bevoegde minister aan de hand van een verslag in kennis stellen van de aanzienlijke moeilijkheden waarmee de toepassing van een sinds ten minste drie jaar van kracht zijnde wet gepaard gaat en waarvan melding werd gemaakt in de verslagen van de in artikel 12 bedoelde derden-instanties. Het Comité mag bij consensus bij zijn verslag een voorstel van wetgevend initiatief voegen.

Onderafdeling IV. — Jaarverslag

Art. 14. De voorzitter van het Comité stelt jaarlijks, in de loop van de maand december, een activiteitenverslag voor aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Senaat.

Afdeling III. — Werkwijze

Art. 15. Het Comité stelt zijn huishoudelijk reglement op. Dit reglement wordt door de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat goedgekeurd en wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 16. Het Comité kan aan de leden van de regering vragen aanwezig te zijn op zijn vergaderingen en de regeringsleden mogen vragen te worden gehoord.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging,
V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers* :
51-29 - BZ 2003 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Bacquelaine.

51-29 - 2003/2004 :

Nrs. 2 tot 8 : Amendementen.

Nr. 9 : Verslag.

Nr. 10 : Amendement.

Nr. 11 : Verslag.

Nr. 12 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 13 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 22 april 2004.

Stukken van de Senaat :

3-648 - 2003/2004 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

3-648 - 2005/2006 :

Nr. 2 : Advies van de Raad van State.

3-648 - 2006/2007 :

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 29 maart 2007.